



DECENTRALISATION DES CANTINES SCOLAIRES A L'ECOLE PRIMAIRE ET DEVELOPPEMENT LOCAL EN REPUBLIQUE DU BENIN

Guillaume Abiodoun CHOGOLOU ODOUWO

gchogolou@yahoo.fr

Université d'Abomey-Calavi, Bénin

Martial T. H. DEHOU

Université d'Abomey-Calavi, Bénin

RESUME

La décentralisation des cantines scolaires reste une réponse technique à un souci d'efficacité de l'action publique dans le développement local. Mais, elle se heurte, dans leur mise en œuvre, aux difficultés. Cette recherche vise à déterminer l'effet de la décentralisation des cantines scolaires sur le développement local du département de l'Ouémé en République du Bénin. Pour y parvenir, nous avons effectué une analyse basée sur les méthodes quantitatives et qualitatives. L'échantillon est constitué de 571 personnes sélectionnées dans toutes les écoles primaires publiques. A partir des données recueillies sur la décentralisation des cantines scolaires, les résultats révèlent que la plupart des personnes enquêtées (96,57%) affirment qu'elle contribue au maintien des apprenants et garantit la qualité de l'éducation. Parmi elles, 92,25% montrent que le manque de formations spécifiques des acteurs ne favorise pas une gestion efficace des cantines scolaires. Pour d'autres personnes enquêtées encore, la décentralisation des cantines scolaires ne participe pas efficacement à la dynamisation du système éducatif et en conséquence, au développement socioéconomique des collectivités locales. Ces résultats suggèrent des mesures à prendre en vue de renforcer les capacités des acteurs tant au niveau de l'école que des collectivités locales pour une gestion efficace des cantines scolaires à l'école primaire.

Mots clés : Education de qualité, transfert de compétences, participation communautaire, gouvernement local.

ABSTRACT

The decentralization of school cafeterias remains a technical response to concerns about the effectiveness of public action in local development. However, its implementation faces difficulties. This research aims to determine the effect of the decentralization of school canteens on local development in the Ouémé department of the Republic of Benin. To achieve this, we opted for an analysis based on quantitative and qualitative methods. The sample consists of 571 people selected from all public primary schools. Based on the data collected on the decentralization of school canteens, the results reveal that most of the people surveyed (96.57%) say that it helps to retain students and guarantees the quality of education. Among them, 92.25% indicate that the lack of specific training for stakeholders does not promote effective school canteen management. For some respondents, the decentralization of school canteens does not effectively contribute to the revitalization of the education system and, consequently, to the socioeconomic development of local communities. These results suggest measures that should be taken to strengthen the capacities of stakeholders at both the school and local community levels for the effective management of school canteens in primary schools.

Keywords : Quality education, skills transfer, community participation, local government.

INTRODUCTION

La décentralisation des cantines scolaires à l'école primaire reste et demeure un processus de transfert des responsabilités aux collectivités locales. Elle stimule le développement local, renforce la gouvernance locale et crée des emplois aux populations. Celle-ci demeure également un soutien à l'économie locale à partir des achats de produits locaux et améliore la nutrition et la scolarisation des apprenants. Aussi, se présente-elle comme une réponse technique à un souci de garantir la qualité de l'éducation. Elle s'inscrit dans une dynamique visant à rapprocher les services sociaux des populations, à renforcer la participation citoyenne et à améliorer la qualité des politiques publiques. Parmi les initiatives mises en œuvre, figure la décentralisation des cantines scolaires, qui joue un rôle central dans la promotion de la scolarisation et dans la lutte contre l'abandon scolaire. En effet, les cantines scolaires jouent un rôle majeur vis-à-vis de nombreux enjeux notamment éducatifs, nutritionnels, économiques, culturels et environnementaux. Au Bénin, certains apprenants en bénéficient et les programmes existants sont considérés comme des instruments de protection sociale qui s'adressent à des ménages à faibles revenus et en situation d'insécurité alimentaire.

Par ailleurs, la décentralisation des cantines scolaires a permis un effort remarquable en matière d'équipements des collectivités locales. Ces dernières ont fait plus vite et mieux que ne l'aurait fait l'Etat (Guichard, 1989). Un effort qui en réalité témoigne surtout des carences passées (et présentes) de la puissance publique. Au Bénin, les collectivités contribuent hors compétences à développer le soutien scolaire ou la sécurisation des établissements d'enseignement primaires bénéficiaires des cantines scolaires, montrant plutôt le désengagement de l'Etat de certaines de ses missions essentielles. Ainsi, les cantines scolaires contribuent au développement local puisqu'elles favorisent la sécurité alimentaire et la santé des apprenants. Parallèlement, elles soutiennent l'économie locale, car, elles créent des débouchés pour les producteurs agricoles locaux. Aussi, renforcent-elles la résilience des systèmes alimentaires en privilégiant les produits locaux, en stimulant la mise en place des coopératives scolaires et des activités agricoles.

A l'heure du recours à différentes stratégies pour atteindre la qualité de l'éducation à l'école béninoise, il est utile de faire les points sur les inégalités persistantes entre les sexes au Bénin et qui freinent le développement économique et social, la croissance économique ainsi que la réduction de la pauvreté, privant les femmes et les filles de leurs droits et limitent les possibilités et le bien-être de certains hommes et garçons. Le Bénin se classait au 146^{ème} rang sur 189 pays selon l'indice d'inégalité de genre de 2017, avec un score de 0,611 (PNUD, 2018). C'est pourquoi, une stratégie nationale vise à assurer la sécurité alimentaire et à améliorer la nutrition est compromise par une mise en œuvre fragmentée, notamment le manque de coordination entre les institutions et de cohérence entre les programmes des parties prenantes. L'examen stratégique Faim zéro a fait apparaître des lacunes dans l'intervention nationale menée pour faire face aux problèmes liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition au Bénin. Avec l'appui du

PAM, le Gouvernement du Bénin a pris des mesures concrètes en opérationnalisant le programme de cantines scolaires qui en 2017, couvrait 1 579 écoles et 3350 en 2021. En 2022, le Gouvernement a mis le programme à échelle et le nombre d'écoles est passé à 5356 écoles, soit une couverture de 75% (Madegnan et Nouatin, 2022).

Pour ce faire, la mise en œuvre du Programme National d'Alimentation, de Nutrition et de Santé Scolaire consiste à délivrer les moyens efficaces aux apprenants ou à leurs familles, pour atteindre l'amélioration de la performance scolaire. L'alimentation à l'école est un phénomène complexe qui va au-delà des aliments servis et couvre d'autres activités liées à la nourriture, comme la façon dont la diététique et la nutrition sont incorporées dans l'enseignement (Young, 2002). Ainsi, une alimentation saine à un jeune sur une base régulière est la meilleure façon de lui assurer en tout temps des compétences optimales, autant cognitives que comportementales (Bellisle, 2014). Soulignons que si le développement d'une localité peut répondre aux besoins sociaux et fournir un filet de protection sociale pendant les crises et favoriser le développement de l'enfant grâce à l'amélioration de l'apprentissage et au renforcement de la nutrition ; l'éducation devient sans doute le moteur du développement local. Ledit développement local doit être considéré comme un développement géographiquement décentralisé, orienté véritablement vers le local, un développement qui repose sur les populations concernées (Aboubakar, 1998).

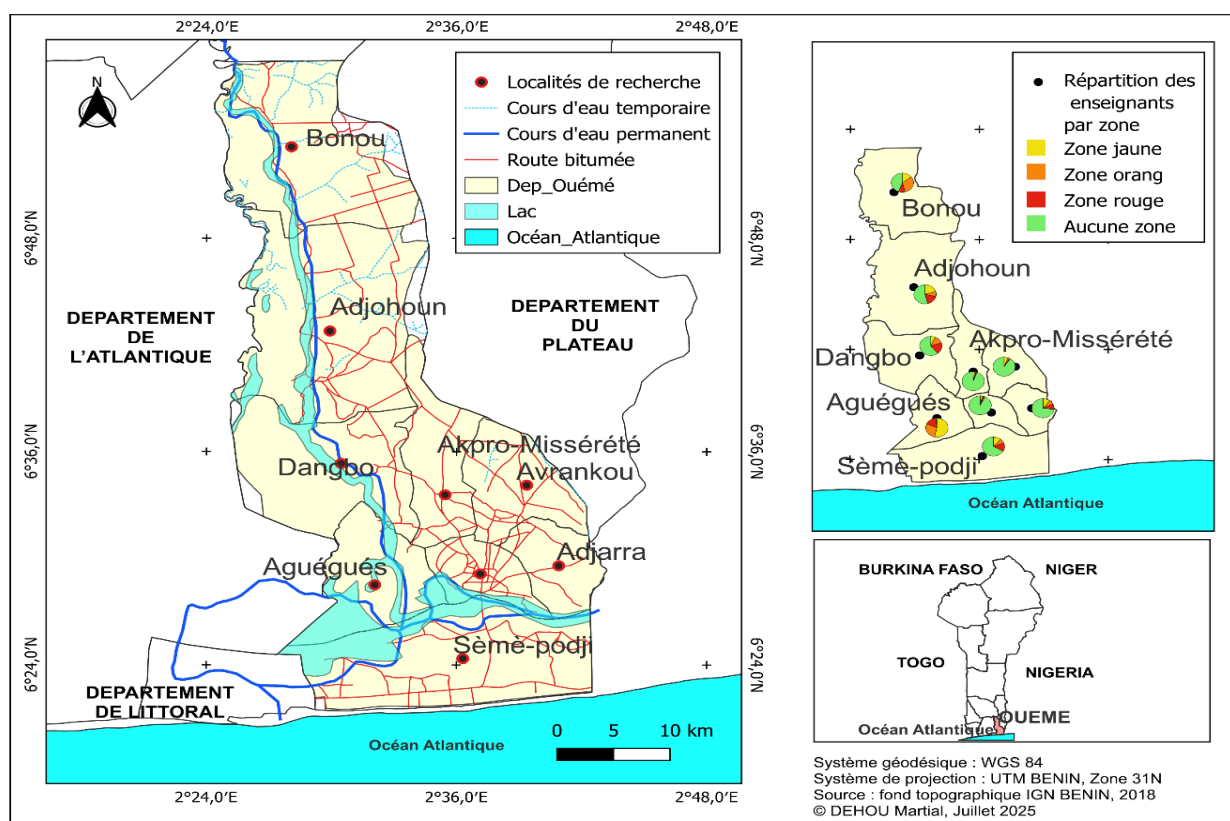
Nonobstant l'importance de la décentralisation des cantines scolaires, le développement local se heurte aux diverses difficultés. La plupart des personnels des structures déconcentrées peinent dans la mise en œuvre efficace des cantines scolaires. De plus, très peu des personnels enseignants arrivent à mettre en application les orientations données sur la gestion des cantines, notamment ceux des écoles primaires bénéficiaires qui éprouvent des difficultés à conduire convenablement les cantines scolaires. Leurs difficultés ne favorisent guère le développement communautaire, ni la qualité de l'éducation, etc. Egalement, la mise en œuvre de la décentralisation des cantines scolaires reste confrontée à la formation spécifique des acteurs, aux ressources financières et aux mécanismes de suivi-évaluation efficaces. De même, elles ne permettent pas une véritable implication des autorités locales en charge de l'éducation. Ainsi, constate-t-on que le développement local à travers la décentralisation des cantines scolaires, à l'école primaire, au département de l'Ouémé est sujet aux interrogations. C'est pourquoi, le présent article vise à déterminer l'effet de la décentralisation des cantines scolaires sur le développement local du département de l'Ouémé en République du Bénin. Cette recherche est opportune pour savoir dans quelle mesure la décentralisation des cantines scolaires affectent le développement local à l'enseignement primaire.

1. Approche méthodologique

Le milieu physique qui porte le sujet de recherche est le territoire géographique du département de l'Ouémé en République du Bénin. Ledit département est situé au Sud-

est, dans la zone côtière du Bénin. Il est délimité au Sud par l'Océan Atlantique, à l'Est par la République Fédérale du Nigéria, au Nord par le département du plateau, et à l'Ouest par celui de l'Atlantique. Le département couvre une superficie de 1281 km² soit neuf (9) communes dont : Adjara, Akpro, Missérété, Avrankou, Adjohoun, Bonou, Dangbo, Sèmè- Kpodji, Aguégues et Porto-novo. Il compte cinquante-deux (52) arrondissements avec 405 villages (INSTAD, 2024, p.3).

Au plan éducatif, le département présente une infrastructure scolaire relativement développée, avec de nombreuses écoles primaires publiques et privées. Il compte onze (11) circonscriptions scolaires : Adjara, Adjoun, Aguégues, Akpro-Missérété, Avrankou, Bonou, Dangbo, Porto-Novo 1 et 2, ainsi que Sèmè-Kpodji 1 et 2. Il compte 5955 enseignants dont 3737 sont de sexe féminin et 9692 de sexe masculin. Parmi ces enseignants, nous décomptons 423 fonctionnaires de l'état (FE), 7628 agents contractuels des droits publics de l'état (ACDPE) et 1641 aspirants au métier d'enseignant (AME) contre 359 unités pédagogiques. Parmi, ces enseignants, nous avons 793 qui interviennent dans les écoles situées dans la zone jaune, 606 de la zone orange, 799 de la zone rouge et 7494 de la zone déclarée. Au total, ce département compte 399 écoles bénéficiaires des cantines scolaires et 107730 apprenants (MEMP, DDMP-O, 2025).



Cette recherche de type mixte est basée sur les méthodes à la fois qualitative et quantitative à connotation descriptive et compréhensive. Elle combine la grille d'observation et le guide d'entretiens semi-directifs. La dimension descriptive se focalise sur la description des facteurs socioéducatifs. Elle a permis d'analyser comment évoluent les déterminants socioéducatifs dans la gestion des cantines et à propos des relations interspécifiques en contexte scolaire. Quant à la dimension compréhensive, elle permet de rendre compte des rapports entre le rendement des apprenants et les pratiques d'alimentation. Cette dimension permet de comprendre les déterminants qui sont à l'origine de la bonne gestion des cantines scolaires. Ainsi, la population interrogée dans le cadre de cette recherche repose sur les directeurs et enseignants intervenant dans le département et les apprenants ainsi que les personnes ressources constituées des inspecteurs et les conseillers pédagogiques membres de la noosphère au sens de la cible.

Pour obtenir l'échantillon des enseignants sélectionnés pour la recherche, leur taille est calculée en utilisant la formule de Kothari (2004).

$$n_i = \frac{z^2 N p (1 - p)}{e^2 (N - 1) + z^2 p (1 - p)}$$

n ni est la taille de l'échantillon, z représente le niveau de confiance déduit du taux de confiance (1,96) pour un taux de confiance de 95% - la loi normale centrée réduite, N est la taille de la population (9692 enseignants), p représente le pourcentage du nombre d'inscription des élèves (0,5%), e représente la marge d'erreur (fixée à 5%).

$$\frac{1.96^2 * 9692 * 0.5(1 - 0.5)}{0.05^2(9692 - 1) + 1.96^2 * 0.5(1 - 0.5)}$$

La méthode de quota est utilisée pour répartir proportionnellement cette taille en fonction du nombre d'enseignants par circonscription scolaire, par groupe pédagogique et par école. Les enseignants sont choisis de manière aléatoire sur la base volontariat à partir des listes disponibles dans les 11 circonscriptions scolaires ciblées. Au total 370 enseignants, sont identifiés à travers un sondage stratifié.

Cependant, il importe de préciser que les directeurs des écoles bénéficiaires des cantines scolaires sont concernés du fait de leur compétence professionnelle en la matière et de leur charge. Leur échantillon a été déterminé de façon raisonnée et à partir de la formule 20% de Javeau qui précise que « *l'échantillon peut présenter 20% ou plus de population-mère, soit un cinquième* » (Javeau, 1982, p.46). En appliquant cette formule, nous avons utilisé plus de 20% pour le choix des enseignants à cause de leur nombre. Soit un effectif total de 399 directeurs dont 80 ont été enquêtés. Cette recherche s'est également étendue sur les parents d'élèves et les personnes ressources. Pour ce faire, nous avons choisi d'interroger 70 parents d'élèves dont les enfants fréquentent les écoles bénéficiaires des cantines scolaires parmi lesquels, nous avons les membres du bureau de l'association des parents d'élèves (APE) et 51 personnes ressources. Ces personnes

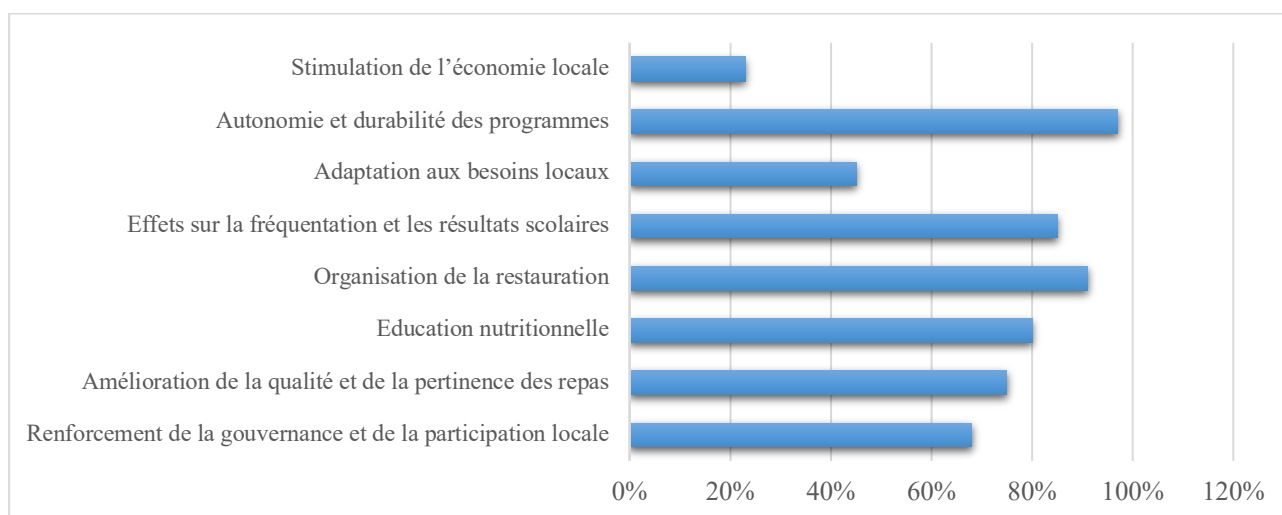
ressources sont constituées de 11 chefs de la circonscription scolaire, 25 conseillers pédagogiques, 5 membres des ONG intervenants dans les écoles à cantine scolaire et 10 responsables des services en des cantines scolaires dans le ministère et dans le département de façon aléatoire à base volontariat.

2. Analyse et discussion des résultats

Dans cette partie, nous analysons et discutons les résultats obtenus en fonction des données collectées sur le terrain.

2.1. Importance de la gestion décentralisée des cantines scolaires à l'école primaire

Dans le but de déterminer l'importance de la décentralisation des cantines scolaires à l'école primaire, nous avons distingué plusieurs facteurs concourant à la gestion décentralisée de l'alimentation scolaire. Dans ce cadre, les résultats obtenus sont présentés dans le graphique ci-dessous :



Graphique n° 1. Répartition des personnes enquêtées en fonction de l'importance accordée à la gestion décentralisée des cantines

A la lecture de ce graphique, il ressort que la majorité des personnes enquêtées affirment que la gestion décentralisée des cantines scolaires a contribué à la qualité des repas et facilitent la participation de la communauté locale pour une mise en œuvre efficace à l'école primaire. Il ressort que la plupart des enquêtées avouent que la gestion décentralisée des cantines facilite l'autonomie et durabilité des programmes (97%). Pour ce faire une personne souligne que : « Il y a assez de vol et de mauvaise gestion. Mais, avec l'avènement de la décentralisation, nous dénonçons tous les dysfonctionnements. La décentralisation des cantines est pour nous un moyen qui permet la présence régulière de la communauté dans la mise en œuvre efficace des produits alimentaires ». De même, 91% montrent qu'elles contribuent à l'organisation de la restauration. Ainsi, certaines personnes entérinent que : « la gestion décentralisée

des cantines nous a désormais permis d'assurer fréquemment une veille citoyenne et de donner nos avis sur les tarifs et la composition des menus. Les communes peuvent assurer elles-mêmes le service ou le déléguer à des sociétés de restauration privée. Le service est généralement assuré par le personnel communal ». Puis, 85% estiment qu'elles ont des effets sur la fréquentation des apprenants et leurs résultats scolaires ; 75% parlent du renforcement de la gouvernance et de la participation locale et 68% parmi elles, avouent que la gestion décentralisée améliore la qualité et la pertinence des repas. Ces données statistiques sont parallèles à celles quantitatives. Pour certaines personnes enquêtées *« la gestion décentralisée des cantines scolaires est importante car elle améliore la qualité et la pertinence des repas en tenant compte des contextes locaux, renforce la participation des communautés et des parents »*. Il faut noter que ces initiatives se fondent sur le besoin de développer des solutions endogènes afin de réduire la dépendance des écoles vis-à-vis des appuis en vivres des partenaires extérieurs, dans un contexte où les budgets sont largement insuffisants et/ou en partie détournés (Inter-Réseaux, 2023). D'autres disent encore que : *« cette gestion a un impact direct sur la fréquentation scolaire et les résultats des apprenants. Elle responsabilise les acteurs locaux, crée des emplois et soutient les économies locales par l'approvisionnement auprès des producteurs du village »*. Les résultats issus de ces travaux ne sont pas liés directement aux réalités de la gestion des cantines scolaires à l'école primaire mais sont étroitement en lien avec ceux de Laval et Weber (2002) lorsqu'ils montrent que à la voie locale la gestion décentralisée est loin de permettre une véritable démocratisation mais une voie royale du néolibéralisme en matière éducative. Ainsi, l'instauration d'un management de proximité entérine le recul de la vie démocratique aussi bien pour les enseignants que pour les apprenants en milieu scolaire. De même, cette décentralisation est le moyen de transférer les charges sur les collectivités locales et les familles, d'identifier l'établissement scolaire à une entreprise gérée par un manager, de produire un service pour des clients (Laval, 2003). On peut donc dire que la gestion de l'alimentation scolaire joue un rôle majeur vis-à-vis de nombreux enjeux notamment éducatifs, nutritionnels, économiques, culturels et environnementaux. Ainsi, la gestion décentralisée des cantines scolaires liée à la production locale est un facteur qui contribue à l'investissement économiquement durable, avec des retombées importantes en matière de capital humain dans les milieux bénéficiaires.

2.2. Gestion décentralisée des cantines comme facteur de création d'emplois locaux

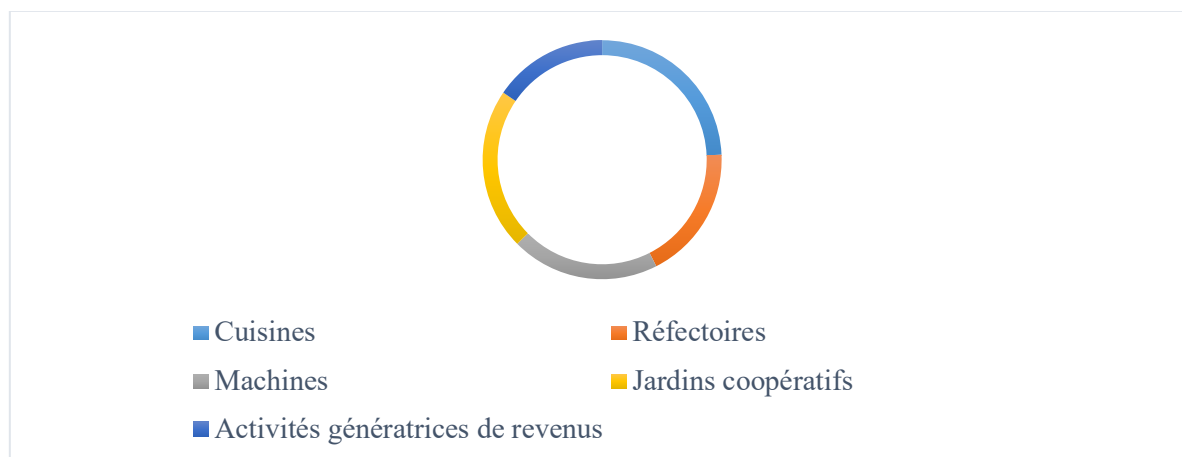
De façon générale, il ressort que la gestion décentralisée des cantines scolaires contribue à la création d'emplois locaux. Ainsi, il est constaté que dans chaque école bénéficiaire des cantines scolaires, une organisation de la société civile est déclarée adjudicataire afin d'y mener les activités d'intermédiation sociale et de gestion des cantines scolaires. Dans cette dynamique, une des personnes interviewées affirme ceci au sujet de la gestion décentralisée des cantines : *« Aujourd'hui, dans le département de l'Ouémé, nombreux sont les jeunes qui ont gagné des emplois depuis que la gestion des cantines scolaires a été décentralisée. Ces derniers participent au développement local par le biais des activités de production agricole »*. D'autres disent que : *« Hunnn ! grâce aux ONG, le PAM, etc. les populations ont bénéficié d'une formation sur l'équipe technique de terrain composé d'un chargé*

de programme, de superviseurs et d'animateurs communément appelés médiateurs ». Pour d'autres personnes enquêtées : *« certains intellectuels de la localité ont été recrutés au poste du personnel de direction et administratif. Les cantines scolaires par leur mise en œuvre font appel à des ressources humaines et compétences diverses. Le recrutement de ces derniers permet de réduire substantiellement le chômage et permet une consolidation des moyens de subsistance durables »*. Il ressort de l'interview d'un responsable d'une ONG en partenariat avec la gestion des communes que : *« Ohhhhh ! tout est bien suivi aujourd'hui grâce à la gestion décentralisée des cantines scolaires. Nous avons recruté assez des jeunes qui sont à la supervision au niveau de chaque commune et école bénéficiaire »*. Il est alors indispensable que les cantines scolaires permettent selon les données collectées de sauver ces vies et de les changer durablement. Les agents recrutés par les ONG sont des natifs ou ont une parfaite maîtrise des langues du milieu. Ils jouent l'interface entre l'école et les communautés (Madegnan et Nouatin, 2022). D'autres personnes enquêtées disent aussi que : *« Au sein du département de l'Ouémé, les populations riveraines elles-mêmes, des emplois indirects sont créés dans chacune des écoles bénéficiaires. Bien qu'elles ne soient pas rémunérées à hauteur des efforts fournis quotidiennement. Les cuisinières de chacune des écoles bénéficiaires du programme reçoivent un émolument proportionnel aux recettes servant de base pour l'achat des condiments »*. Certains parents affirment que : *« nos épouses contribuent désormais à la prise en charge de nos enfants. Certaines n'exigent plus rien de nous les époux avant de s'habiller et de prendre en charge le quotidien. Euuuhhh ! La gestion décentralisée des cantines un levier pour l'emploi local et la formation des jeunes »*. La gestion décentralisée des cantines scolaires est alors capitale puisque son impact reste attendu et multiple. Celle-ci contribue également à améliorer l'accès à des repas réguliers et équilibrés ; elle accroît la concentration et la réussite des apprenants, tout en réduisant l'absentéisme, favorisant le développement local. Surpris, certains enseignants disent en ces termes : *« L'implication des producteurs locaux ouvre des débouchés économiques pour les jeunes et les femmes et dynamise la filière agroalimentaire dans le département de l'Ouémé »*. Pour conclure, certaines personnes soulignent que : *« la plupart des ONG proposent désormais des formations aux producteurs et coopératives sur les normes sanitaires. Lesdites formations prennent en compte, la logistique et la gestion des chaînes d'approvisionnement qui renforcent les compétences et l'employabilité des jeunes du département »*. Nous retenons que la gestion décentralisée des cantines scolaires demeure et crée un cercle vertueux entre développement local, éducation, nutrition et marché du travail dans le département de l'Ouémé à partir des écoles bénéficiaires. Aussi, les dispositions ont-ils permis aux divers acteurs situés dans le département de valoriser les produits agricoles à travers la mise en œuvre d'activités lucratives dont des recettes servent au fonctionnement régulier de la cantine dans les écoles.

2.3. Gestion décentralisée des cantines scolaires et développement local

A la question de savoir *« La gestion décentralisée des cantines scolaires contribue-elle au développement local ? »*, la plupart des personnes enquêtées reconnaissent que la gestion décentralisée des cantines scolaires est étroitement liée au développement

local. 97,52% des personnes enquêtées affirment qu'elle stimule l'économie locale à partir de l'achat des produits. Ainsi, le graphique ci-dessous présente les données statistiques.



Graphique n° 2. Répartition des personnes enquêtées en fonction de la gestion des cantines et le développement local

A lecture du graphique n° 2, il ressort que la majorité des personnes enquêtées soit (91,5%), reconnaissent que la gestion décentralisée des cantines scolaires a contribué à l'installation des machines (moulins), nécessitant le recrutement des jeunes de la localité. De même, 82% soulignent qu'elle contribue à création des coopératives scolaires. Ces personnes enquêtées ont, dans leurs explications, lié cela au fait que :

Les diverses activités liées à (Cuisine, réfectoire, moulin, jardin, activités génératrices à revenus, etc.) initiées par le programmes des cantines scolaires assurent le fonctionnement régulier de la cantine scolaire dans toutes les écoles bénéficiaires grâce aux bénéfices générés. Nous sommes sérieux, les cantines scolaires ont corrigé assez de choses et des problèmes au niveau des bénéficiaires dans la zone de wémè.

Ainsi, certaines personnes restent catégoriques : « *Manhu gnon din, wémènou ne peut pas imaginer un jour un programme du genre. Les programmes de cantines scolaires sont venus stimuler le développement local à travers la création des emplois, la valorisation des produits locaux. Nombreuses sont nos femmes qui sont devenues autonomisant grâce à leur implication dans la chaîne alimentaire* ». Moumouni et al., (2020), affirment l'attachement inconditionnel des apprenants aux écoles à cantines scolaires. Ainsi, l'approche du PAM de l'école sous forme de cantine scolaire a eu un effet positif sur le maintien des apprenants à l'école avec une influence sur les filles. Les cantines scolaires sont au cœur d'un processus de développement qui touche autant le droit à l'alimentation et le développement agricole (approvisionnement, composition et fréquence des repas) que l'accès à l'éducation, à l'eau et l'assainissement, l'hygiène et la santé mais aussi l'environnement (combustibles pour la cuisson) (Fauliau, 2018). C'est ainsi que, d'autres encore, dénoncent que : « *Dans ce département, où l'agriculture et la pêche constituent les principales sources de revenus et de moyens d'existence pour la majorité de la population, l'alimentation*

scolaire liée à la production locale. Cantines dans Ouémé égale investissement économiquement durable, avec des retombées importantes en matière de capital humain ».

Une responsable d'ONG précise que : « *les initiatives des cantines scolaires repose sur la production locale puisque les produits sont achetés directement auprès de petits agriculteurs et des commerçants locaux* ». Il faut reconnaître que cette démarche liée à l'achat local crée des marchés plus stables surtout pour les exploitations familiales. Elle stimule énormément l'agriculture locale dont l'influence contribue à la transformation du monde agricole et au renforcement des systèmes alimentaires locaux. Pour conclure, un autochtone dénonce que « *je salue cette mesure corrective dont les achats locaux nécessitent d'injecter les ressources financières dans l'économie locale contribuant à ouvrir de revenus pour les habitants de la population (jeunes comme femmes). Mes enfants continuent de prendre les cantines à l'école parce que la plupart des achats se font dans le milieu. Je suis paysan, donc l'acheter local me favorise d'écouler mes produits à des prix rémunérateurs*.

Ce soutien aux cantines scolaires vise, au-delà de mettre en place des infrastructures d'appui au fonctionnement durable des cantines, à appuyer les groupements fonctionnels et existant dans les localités bénéficiaires les écoles choisies. Le mode de fonctionnement des équipements installés stipule que les groupements s'engagent à leur tour à appuyer suivant une périodicité bien définie, l'école à cantine scolaire de la communauté à travers des apports en nature issus de sa production et également en espèce (issus de ses ventes) qui serviront à assurer des repas de qualité aux élèves de cette communauté (Saka, 2019). Pour ce faire, PAM Bénin (2019) montre que les achats locaux doivent permettre de renforcer les interactions positives avec l'économie locale et les retombées pour les petits producteurs, se traduisant par une valeur de transfert accrue et une insécurité alimentaire réduite. C'est pourquoi, l'initiative de la décentralisation des cantines scolaires s'avère très importante pour une contribution consubstantielle à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable 2 et 4 relatifs respectivement à l'éradication de la faim et l'accès à l'éducation pour tous (Madegnan et Nouatin, 2022).

CONCLUSION

La recherche restituée a proposé une détermination des effets de la décentralisation des cantines scolaires sur le développement local dans le département de l'Ouémé en République du Bénin. Partant du constat de la place jugée à cet égard suffisante à la contribution d'une gestion décentralisée des cantines et de l'observation du développement dans les localités bénéficiaires à l'école primaire d'aujourd'hui, cet article décrit les vertus et détermine les apports liés au développement local des cantines scolaires. Il montre notamment combien l'ensemble de ce développement local est présent dans les localités bénéficiaires des cantines scolaires. En effet, cette recherche soulève essentiellement la contribution de la gestion décentralisée des cantines scolaires dans les écoles du département de l'Ouémé. La gestion décentralisée des cantines scolaires au-delà d'être de simples instruments stratégiques constituent le levier du

développement local. Ces défis incluent entre autres la forte participation des organisations de producteurs à l'approvisionnement des cantines du fait des procédures d'implications dans la gestion, des prix très rémunérateurs, de la préférence pour les produits locaux, de la prise en compte de règles ou directives concrètes pour encadrer et encourager l'approvisionnement en produits locaux, d'harmonisation des pratiques en lien avec les initiatives de cantines dans les pays. Face à ces défis, il importe d'encourager également la formation et le renforcement des capacités des différents acteurs impliqués dans la gestion déconcentrée pour qu'elles puissent mieux répondre aux exigences des marchés institutionnels en lien avec l'approvisionnement des cantines. Il faut travailler à la simplification des procédures en vue de les rendre plus accessibles aux différents acteurs, en particulier pour les producteurs et leurs organisations locaux. Il faut mettre en place des mécanismes pour une évaluation correcte des coûts de production pouvant permettre d'établir des prix rémunérateurs, encourageant ainsi la participation des producteurs locaux, développer des règles et directives concrètes pour encadrer l'approvisionnement en produits locaux, en mettant l'accent sur la transparence et l'équité dans les processus de sélection des ONGs. Il faut également encourager les partenariats entre les parties prenantes pour faciliter l'approvisionnement local, en mettant en place des mécanismes incitatifs pour les entreprises qui favorisent les produits locaux. Enfin, il faut appuyer la création et le développement de marchés locaux où les organisations paysannes peuvent directement fournir les cantines scolaires, réduisant ainsi la dépendance de certains produits importés ; faire connaître les effets de la gestion décentralisée sur le territoire aux (grandes) entreprises qui pourraient y contribuer au titre de la responsabilité sociétale des entreprises.

Références bibliographiques

- Fauliau, C. (2018). Mise en place et gestion des cantines scolaires : Capitalisation d'expériences. p.4. <https://ijpsat.org/index.php/ijpsat/article/view/6899>
- Inter-Réseaux (2023). Les synthèses. N°35.
- Laval, C. et Weber, L. (2002). Le Nouvel Ordre éducatif mondial, Nouveaux. Regards/Syllepse.
- Laval, C. (2003). Quand la décentralisation libéralise l'école... *Mouvements*. N°26. P.107.
- Madegnan. D. et Nouatin. G. (2022). Cantines scolaires et développement local : Cas de la commune d'Athiémé. *Revue Française d'Economie et de Gestion*. Volume 3 : N°10. pp : 91-147.
- Moumouni, G.I. et Abdourahamane, M.M. (2020). Incidence de la cantine scolaire sur le maintien : une étude de l'expérience du PAM à l'école du village de Banikosseye, commune rurale de Tagazar. *Annales de l'Université de Moundou*. Série A-FLASH, 7(3). pp : 171-193.

PAM, (2019). Plan Stratégique Pays 2019-2023. p.37.

Saka, A. (2019). *Effets du programme des cantines scolaires sur la performance des apprenants des écoles primaires publiques d'Adjarra au Bénin*. Mémoire de master professionnel, INJEPS/CEREID, UAC. pp : 40-58.